Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2019)
Heft: 6

Artikel: Le terrorisme ne baisse pas la garde
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-977455

Extraits du court métrage « En ligne de mire » sur l'espionnage en Suisse, disponible sur le site web www.ndb.admin.ch/espionnage-economique

Renseignement

Le terrorisme ne baisse pas la garde

Service de renseignement de la Confédération

Nous vivons dans un monde complexe et incertain, qui a vu la notion de menace évoluer de manière inquiétante au cours des dernières années. Les risques sont multiples, les facteurs de crises se combinent pour déjouer nos prévisions les plus rationnelles.

Les années à venir seront compliquées et difficiles. Le renseignement a la responsabilité de regarder la réalité en face. Sans la noircir, ni l'exagérer, mais avec le souci d'appréhender le monde actuel, tel qu'il est et qu'il évolue. Le terrorisme, la cyberguerre et le retour des États puissances sont l'affirmation des menaces pour les prochaines années. Dans le domaine des menaces intérieures, la montée des extrémismes violents de droite et de gauche doivent nous mettre en garde.

En Europe comme en Suisse, la menace terroriste n'a pas faibli, et le Service de renseignement de la Confédération (SRC) reçoit régulièrement des informations faisant état de menaces directes ou indirectes contre la sécurité intérieure et extérieure de notre pays. Même si nous vivons dans notre pays dans une bulle artificielle de sécurité, la Suisse n'est pas une île : elle accueille beaucoup d'organisations et de conférences internationales et n'est pas à l'abri d'attentats.

Que ce soit dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, des cyberattaques, du contre-espionnage, de la prolifération ou de l'extrémisme violent, la situation est préoccupante et elle ne va ne va pas se calmer au cours des prochaines années. En Suisse, la menace terroriste est élevée depuis 2015. Elle est avant tout le fait des djihadistes, en premier lieu des partisans de l' « Etat islamique ».

Depuis la perte de ses derniers territoires en Syrie et en Irak au printemps 2019, le noyau dur de l'« Etat islamique » s'est réorganisé en une organisation clandestine. Bien qu'elle reste sous pression constante des forces de la coalition, elle dispose toujours d'une structure de commandement, d'un réseau international et d'importantes ressources financière et humaines. La machine de propagande de l'« Etat islamique » montre également depuis juin 2019 un plus haut degré d'organisation. Le noyau dur de l'organisation poursuit toujours un agenda international. Il est ainsi dans son intérêt de se présenter comme l'instigateur d'attentats à l'encontre de cibles occidentales et de ne pas compter uniquement sur les actions d'auteurs isolés. Dans cette optique, l'Europe et l'étranger restent des cibles de prédilection. Selon l'appréciation du Service de renseignement de la Confédération (SRC), le noyau dur de l'organisation pourrait à nouveau planifier et exécuter des attentats. Les informations provenant de la Syrie et de l'Irak nous montrent en outre une nouvelle montée en puissance de l'organisation de l' « Etat islamique ».

Le djihad toujours au cœur de l'actualité

Depuis 2014, la thématique des voyageurs du djihad est au cœur des préoccupations du SRC. Au cours des prochains mois et des prochaines années, nombre de Suisses et d'Européens qui se sont rendus dans les zones de conflits irako-syriennes afin de combattre dans les rangs de l'« Etat islamique » risquent de vouloir retourner clandestinement dans leurs pays, ce qui pose un grave problème de sécurité.

L'idéologie djihadiste reste dangereuse et ses sympathisants continuent au-delà des frontières de répandre leurs idées terroristes. Des hommes et des femmes psychiquement influençables ou fragiles peuvent toujours se laisser fanatiser et décider de commettre des attentats, même s'ils ne se sont jamais rendus en Syrie, s'étant plutôt radicalisés en Europe ou en Suisse, via Internet ou dans des lieux de propagande non-publics.

La baisse des attentats constatée depuis l'automne 2017 ne doit en effet pas cacher le fait que dans divers pays européens, de nombreux attentats ont pu être empêchés

et que des planifications d'attentats ont été stoppées grâce aux échanges entre les services de renseignements et de police, tant au plan national qu'international. Pour ne citer que quelques exemples parmi d'autres: en juin 2018, à Cologne, un attentat à l'explosif combiné avec l'utilisation de ricine, une substance végétale extrêmement toxique, a pu être empêché. En septembre 2018, aux Pays-Bas, sept personnes qui avaient planifié un attentat au moyen d'explosifs et d'armes à feu ont été arrêtées. En novembre 2018, une personne qui voulait commettre un attentat à l'aide d'un pesticide a été incarcérée en Sicile. Et, en avril 2019, quatre personnes ont été arrêtées à Paris, soupçonnées d'avoir préparé un attentat contre la police.

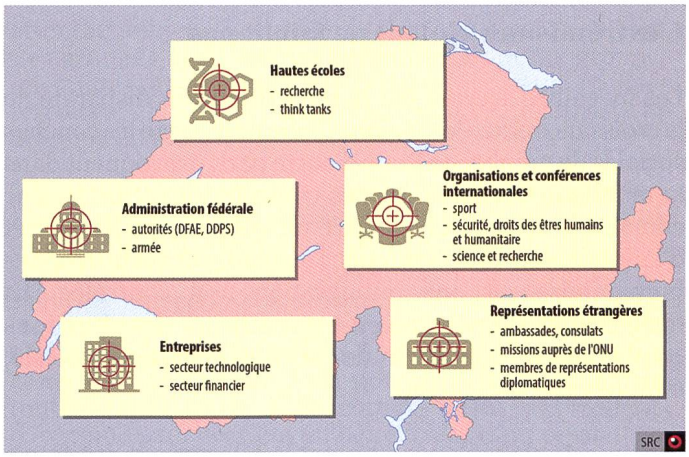
Nette recrudescence des cyberattaques

Le SRC a également le mandat légal de détecter et de combattre les cyberattaques d'origines étatiques contre les intérêts suisses. Les attaques cyber ne relèvent pas seulement de la criminalité, mais visent à pénétrer les fondements de la démocratie, par exemple par le biais d'opérations d'influences avant élections ou votations, à saper la crédibilité de la Suisse comme hôte de conférences internationales, à s'approprier les joyaux de l'industrie helvétique, à s'introduire dans les systèmes bancaires suisses. Durant l'année 2018, le SRC a observé une douzaine de cyberattaques. Des entités gouvernementales suisses, des organisations internationales installées dans le pays et des entreprises suisses ont ainsi été ciblées par des activités de cyberespionnage.

Les conséquences du cyberespionnage économique et industriel ne sont pas visibles dans l'immédiat. L'avantage que représentent pour un Etat les informations obtenues lors d'une attaque cyber nécessite du temps pour se transformer en avantage économique: une technologie particulière qui a été soutirée doit être comprise, adaptée et intégrée dans les processus économiques de l'Etat qui a opéré la cyberattaque. La Chine est particulièrement active dans le cyberespionnage économique et industriel. Elle utilise les informations ainsi gagnées pour soutenir son expansion économique et son projet de *Belt and Road Initiative*. La Russie continue ses campagnes de cyberespionnage contre des cibles politiques en Suisse. L'identification d'officiers de renseignement des services russes qui se trouvent sur territoire suisse dans le but de commettre des cyberattaques démontre la détermination de ce gouvernement.

Mais l'identification des activités d'espionnage à elle seule ne suffit plus: le fait d'être démasqués ne décourage pas les auteurs des cyberopérations. Le service de renseignement militaire russe, le GRU, a ainsi lancé une vaste campagne contre des cibles en Europe à la fin 2018, soit quelques semaines seulement après que la campagne contre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et le Laboratoire Spiez a été révélée par les médias.

Les capacités cyber de l'Iran sont en forte croissance, tout comme la menace qu'elles représentent. Depuis l'abandon de l'accord sur le nucléaire par les Etats-Unis, l'Iran montre un intérêt très poussé pour les industries de



Cibles des cyberattaques étatiques en Suisse.

la pétrochimie et de la métallurgie. La Suisse est le siège d'importantes entreprises de ces secteurs, lesquelles peuvent devenir des cibles de ce type d'opération.

Des Etats qui ne comptent pas forcément parmi les grandes puissances mondiales et sont dotés de moins de ressources personnelles et financières lancent régulièrement des cyberattaques contre des intérêts suisses. Si leurs attaques sont moins sophistiquées, les dégâts qu'elles causent peuvent être importants. La Corée du Nord, par exemple, se concentre de plus en plus sur des cibles financières. Une récente campagne d'un groupe de hackers étatique travaillant pour les intérêts du régime nord-coréen avait ainsi visé des banques en Suisses à la fin 2018.

La Suisse est donc confrontée à un vrai défi, car des Etats étrangers dotés de moyens parfois considérables s'attaquent à des petites et moyennes entreprises de notre pays. L'apport du SRC est fondamental dans la prévention, l'identification et l'aide aux entreprises confrontées à ce genre d'attaques. Il est donc primordial d'avoir une vision de l'ensemble de la menace. Cette évaluation, qui est l'un des produits-phares du SRC, permet à différentes entités suisses, dont les infrastructures critiques, d'évaluer les risques et les acteurs auxquelles elles pourraient être confrontées.

La détection précoce, instrument indispensable dans la gestion des risques

Dans le domaine des technologies de communication, la Suisse est en partie dépendante de solutions digitales étrangères. En l'absence d'alternatives crédibles avec des fabricants et fournisseurs suisses, il est préférable d'adopter une stratégie multi-provider pour réduire les risques. La Suisse peut profiter de son indépendance par rapport aux alliances de politique de sécurité qui obligent certains pays à prendre parti pris pour un champ ou un autre. S'agissant de la gestion des risques, les capacités de détection précoce sont capitales. C'est dans ce domaine que le SRC continue à s'engager, conformément à la deuxième stratégie nationale sur la protection contre les cyberrisques. Le SRC analyse et représente la situation de la cybermenace et contribue à MELANI en tant que partenaire des opérateurs d'infrastructures critiques.

L'extrémismes violent ne faiblit pas

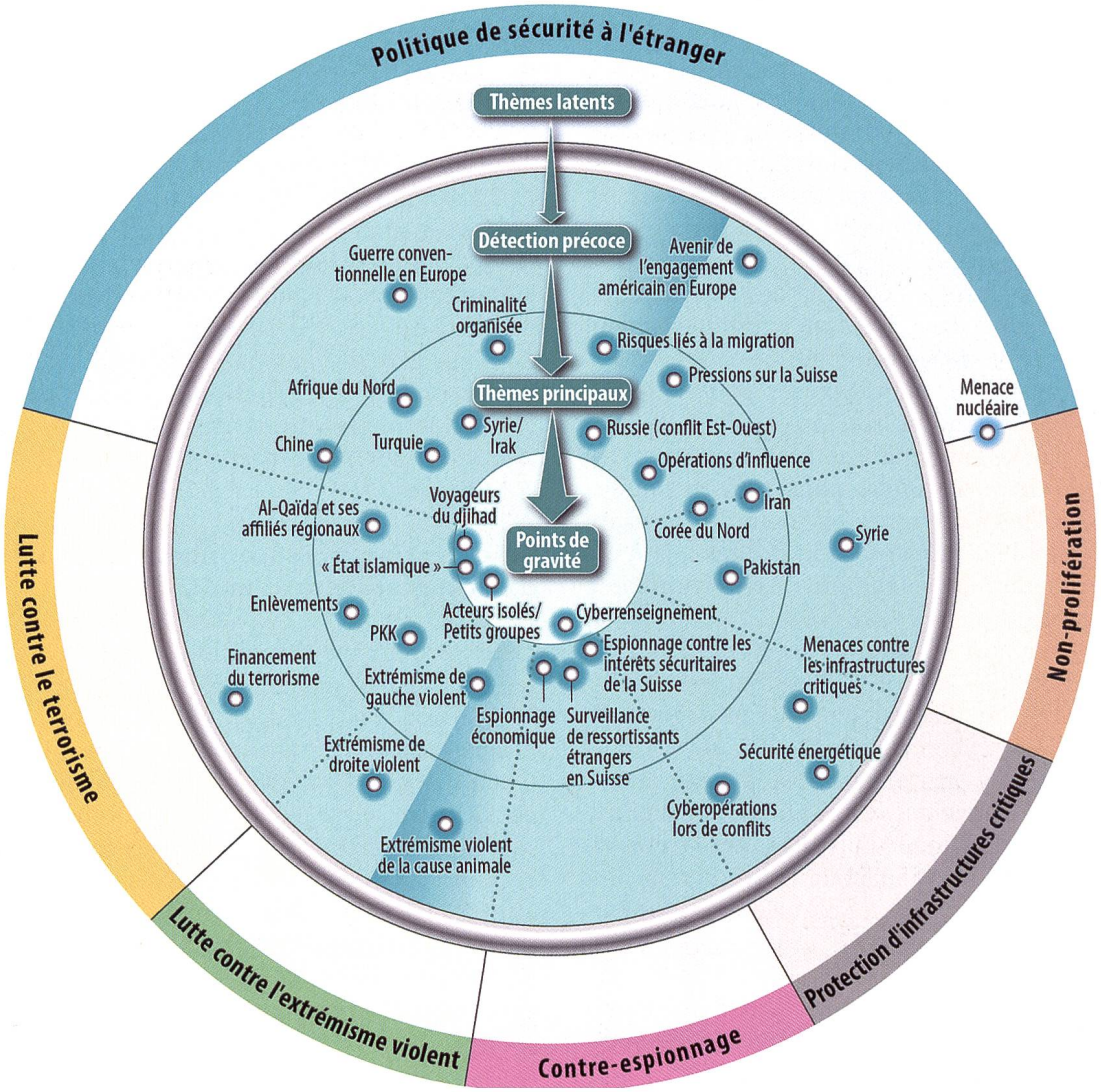
Les inégalités accrues par la répartition très disparate de la croissance entre les régions d'une part, entre les couches sociales de nombreux Etats d'autre part, provoquent dans le monde des tensions et des confrontations. Le facteur climatique joue pour sa part un rôle d'accélérateur et d'amplificateur. Ce phénomène engendre des catastrophes humanitaires et une immigration non contrôlée. La forte croissance urbaine crée par ailleurs des situations conflictuelles découlant de la fragmentation sociale, éthique ou économique.

Aucun acte de violence imputable à l'extrême droite n'a été recensé en 2018. Cependant, le SRC a constaté une forte recrudescence des événements dans ce domaine et le potentiel de violence de la scène reste intacte. En effet, les milieux d'extrême droite continuent de posséder d'importantes quantités d'armes fonctionnelles. Leurs membres s'entraînent à la manipulation d'armes à feu et aux sports de combat. Ces milieux font de plus en plus leur propre promotion en public, ce qui risque d'attirer de nombreuses réactions. Cette pression influencera le comportement de la scène d'extrême droite et contribuera probablement à un repli dans l'ombre plus marqué, qui risque de donner lieu à de violentes réactions de frustration. L'auteur de l'attaque terroriste contre une mosquée à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, en mars 2019, a été inspiré par des idées d'extrême droite. L'auteur de cet attentat a clairement annoncé qu'il souhaite utiliser l'attention qui lui a été portée pour propager ses idées, ce qui pourrait motiver d'autres auteurs isolés. Le SRC estime que le risque d'imitation augmente à court terme à la suite de telles attaques, fortement médiatisées.

Dans un monde qui se meut dans un environnement empreint d'une insécurité croissante, le Service de renseignement de la Confédération gagne en importance. Ses capacités d'anticipation et d'identification précoce sont nécessaires pour déceler à temps les menaces et les évaluer pour ensuite prendre les mesures préventives qui s'imposent. L'image globale de la situation découlant du renseignement, élaborée sur la base d'innombrables fragments d'informations, permet aux décideurs et aux responsables politiques de gérer les futures crises.

SRC.

Le SRC utilise depuis 2011 l'instrument du radar de situation pour illustrer les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC.



Le radar de situation

Le SRC utilise depuis 2011 l'instrument du radar de situation pour illustrer les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC.

Les défis que doivent relever les organes en charge de la politique de sécurité deviennent de plus en plus complexes au fil des ans. Le radar de situation du SRC est l'un des instruments qui permet d'orienter la politique de sécurité de la Suisse et de présenter pour les habitantes et habitants du pays les thèmes centraux du point de vue du renseignement.

La stabilité politique et la robustesse économique en Europe sont en baisse. L'Europe est pour ainsi dire prisonnière de ses propres crises et des luttes globales de pouvoir. Cela explique pourquoi les effets négatifs du retour de la politique de puissance et, partant, des rivalités politiques croissantes entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine se font de plus en plus ressentir sur la sécurité de la Suisse. L'incertitude croissante qui règne autour d'elle gagne en importance sur le plan de la politique de sécurité.

La confiance grandissante de la Russie repose essentiellement sur sa puissance militaire retrouvée ainsi que sur l'appareil étatique rigoureusement organisé du président Poutine. La Russie veut être perçue comme une grande puissance qui dialogue d'égal à égal avec les Etats-Unis. Elle reste toutefois limitée du point de vue de ses capacités militaires. La Russie va dès lors continuer à miser sur des opérations d'influence, soit des activités telles que des campagnes d'information, de manipulation ainsi que de propagande, voire sur l'exercice ostentatoire d'une pression politique, militaire et économique. Il n'est pas non plus exclu qu'elle recoure à du chantage et, dans certains cas, à des actes de violence.

Pour préserver leur sécurité ainsi que leurs intérêts nationaux dans la concurrence stratégique globale, les Etats-Unis misent non seulement sur la puissance militaire mais aussi sur une forte pression économique. Les sanctions secondaires à impact extraterritorial constituent un instrument important à cet égard. Leur objectif est de contraindre des Etats tiers et de grandes multinationales à accepter les prescriptions des Etats-Unis, en particulier dans le domaine de la politique iranienne. Le président Trump rejette toute limitation de la souveraineté nationale des Etats-Unis par des mécanismes multilatéraux, est sceptique vis-à-vis des alliances des Etats-Unis et montre une inclination marquée pour le cavalier seul national.

La Chine va continuer à faire tout ce qui est en son pouvoir pour croître encore sur le double plan économique et militaire. Il est donc hautement improbable qu'elle se détourne de son cours actuel. L'Iran va lui essayer de jouer la montre et attendre la fin de la présidence Trump, sans capituler. Une renonciation totale de la Corée du Nord aux armes nucléaires et aux systèmes porteurs destinés à leur déploiement reste improbable, même si elle envoie de temps à autre des signaux de désarmement.

Le Proche et le Moyen-Orient ainsi que l'Afrique du Nord et la zone du Sahel restent le théâtre de nombreux conflits guerriers et armés. Ainsi, même si le régime syrien et ses alliés russes et iraniens ont battu les insurgés d'un point de vue stratégique, la victoire ne leur est pas encore acquise. L'« Etat islamique » et d'autres groupes djihadistes restent capables de perpétrer des attentats majeurs, ce malgré les grosses pertes subies. Ces groupes ainsi que les personnes et petits groupes téléguidés ou inspirés par eux caractérisent la menace terroriste en Europe. Quant à la menace terroriste en Suisse, elle reste à un niveau élevé.

Les milieux d'extrême droite sont en mutation. Plusieurs groupes disposent désormais de sites web accessibles au public et un groupe a carrément ouvert son propre local associatif dans le canton de Vaud. À l'inverse, ces milieux ne cessent d'agir dans le plus grand secret et on ne sait pas pour le moment s'ils se dirigent à nouveau davantage vers un usage concret de la violence. Leur potentiel de violence reste toutefois inchangé, tout comme celui des milieux d'extrême gauche. Ceux-ci bénéficient d'un réseautage international, ce qui pourrait en partie expliquer l'intensification de la violence observée depuis 2017. Les extrémistes de gauche concentrent leurs actions sous la forme de campagnes, en particulier contre la supposée répression et notamment l'agrandissement de la prison de Bässlergut à Bâle, tout en se solidarisant avec le PKK au profit des territoires kurdes autonomes dans le nord de la Syrie. Le retour d'extrémistes de gauche formés à l'utilisation d'armes dans ces territoires préoccupe les autorités européennes en charge de la sécurité.

Dans le domaine de la prolifération, l'attrait des armes de destruction massive reste élevé et le progrès technologique favorise leur acquisition. Dans le secteur de la technologie nucléaire civile, c'est la Chine qui marque aujourd'hui la dynamique, ce qui explique qu'on assiste aussi à un déplacement des centres de gravité liés aux obligations en matière de non-prolifération et de lutte contre l'apparition de nouveaux Etats nucléaires. Dans les pays visés par la prolifération, à savoir le Pakistan, l'Iran, la Syrie (substitut possible pour le programme d'armes chimiques) et la Corée du Nord, la situation n'a pas changé.

Avec le retour de la politique de puissance, l'espionnage a également gagné en importance, lui qui a le vent en poupe un peu partout à travers la planète comme instrument de recherche d'informations. La Russie et son agenda relevant d'une politique de grande puissance ainsi que la Chine et son agenda économique sont ici aux avant-postes, respectivement aux premier et deuxième rangs. La tendance accrue observée dans de nombreux autres pays consistant à essayer d'imposer ses intérêts en se servant davantage de la force au lieu de recourir à des moyens juridiques ou à des organes multinationaux pourrait conduire à une hausse de délits graves tels que des enlèvements ou assassinats commandités par des Etats. Des services de renseignement étrangers pourraient jouer un rôle dans la préparation, l'exécution et le suivi de telles actions. L'utilisation de moyens cybernétiques comme instrument central de l'exercice national du pouvoir pourrait également gagner encore en importance.

SRC